

**La ministre et le gouvernement s'acharment dans le sabotage des universités et de la recherche  
Le SNESUP appelle à une nouvelle phase nationale et continue des actions de grève**

Le gouvernement refuse d'entendre les universitaires et chercheurs.

- Plus de 20 000 d'entre eux (et deux tiers des présidents élus des sections du CNU) refusent l'atomisation du statut national des enseignants-chercheurs, garant des libertés scientifiques, assurant partout et dans toutes les disciplines l'articulation enseignement-recherche qui est le cœur de l'enseignement supérieur et qui nourrit la formation des étudiants. A l'inverse les collègues entendent faire reconnaître toutes leurs activités au service de l'avancée des connaissances dans la diversité des méthodes des champs disciplinaires et dans les aspects multiformes de la formation et du suivi des étudiants ainsi que dans le partage collégial de toutes les responsabilités mutualisées au sein des établissements et dans la société. Ils refusent à la fois une conception punitive de l'enseignement comme l'alourdissement de cette part de leur activité, induite par la modulation des services. Ils exigent le maintien du CNU dans son rôle de gestion nationale des carrières.
- Plus de 70 universités (sur 85) par des votes de leurs conseils centraux, pourtant affaiblis par la loi LRU, contestent les lourdes modifications envisagées pour la formation et le recrutement des enseignants du premier et du second degrés.
- Partout, dans les établissements, au CNESER, dans la rue avec les étudiants, s'exprime la nécessité de recruter sur des emplois statutaires les enseignants, les chercheurs, les personnels techniques et administratifs requis pour assurer un service public de qualité. La suspension immédiate des 1030 suppressions d'emplois prévues au budget 2009 dans les universités et la recherche en est le premier pas, pour lutter contre un développement programmé de la précarité.

Le développement de l'action partout en France sur ces revendications, le succès des mobilisations du 20 janvier, l'adhésion forte des collègues à la grève administrative qui passe par la rétention des notes d'examens (et de partiels) conduisant à différer la tenue des jurys, est exceptionnel. Le SNESUP exige l'annulation des actuels dispositifs « masterisation » et la négociation globale de la formation des maîtres (concours et masters). L'exigence du maintien des formes actuelles et d'un volume d'emplois élevé pour les concours 2010, le respect des IUFM –missions et personnels- se renforce du refus de transmettre les maquettes.

Le SNESUP exige le retrait du décret qui casse le statut des enseignants-chercheurs.

**Le SNESUP appelle à passer de cette phase de grève administrative à la grève à partir du lundi 26 janvier, avec l'objectif de paralyser les universités, tous les établissements d'enseignements supérieur et de recherche le jeudi 29 et au-delà selon les réponses apportées par le gouvernement.**

Conscient de la gravité de cette bataille menée pour empêcher une régression féodale de la recherche et de l'enseignement supérieur, la CAN du SNESUP mandate une délégation de sa direction nationale et des responsables de l'activité militante SNESUP dans les établissements pour se rendre dès 11 heures à la coordination dont elle a contribué à assurer le rayonnement.

L'engagement du SNESUP dans cette phase nouvelle de l'action pour le service public d'enseignement supérieur et de recherche, appelle la participation active de tous les adhérents. Plus que jamais les voies démocratiques pour l'élaboration locales des dispositifs et calendriers d'action sont garantes de l'unité exceptionnelle de la communauté universitaire. Au cœur de ce mouvement majeur, les orientations syndicales du SNESUP ancrées dans les réalités de nos métiers, doivent être amplifiées : l'adhésion au syndicat en est un élément essentiel.

**Nouveau :** Le SNESUP vient de mettre en ligne son nouveau site, dont la ligne graphique est maintenant commune avec le mensuel. Découvrez-le sur [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr) en mettant à jour vos liens dans votre rubrique de favoris (relancer le lien peut être nécessaire).

En ces jours de fortes mobilisations pour les universités et pour la recherche, pour défendre la formation des enseignants, les IUT, nos statuts malmenés par le décret préparé par V. Péresse, ce site est un lieu d'information et d'accélération des luttes. Les internautes sont invités à diffuser l'adresse, à fournir des informations et avis... avec l'indulgence qu'une phase de rodage appelle.